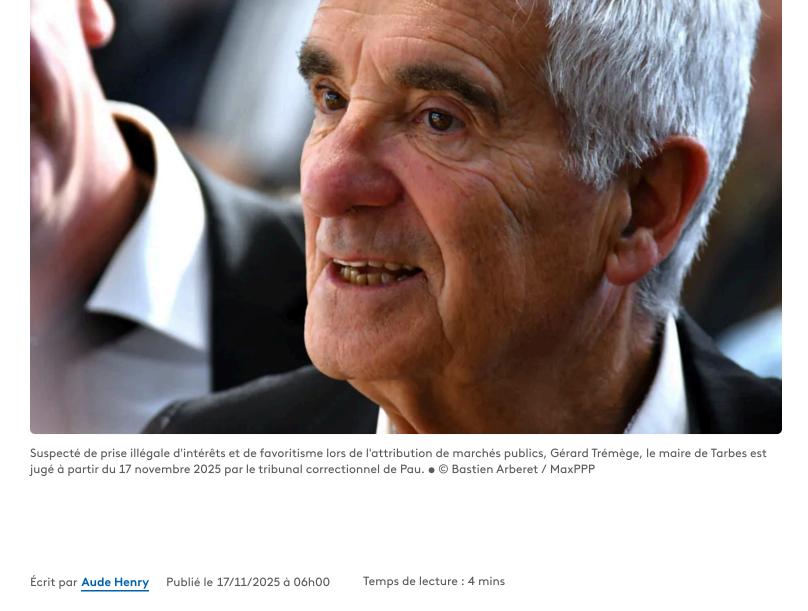
Radio

Services

Mon franceinfo

Marchés publics avantageux entre amis

: un maire, des agents municipaux et chefs d'entreprise jugés après 10 ans d'enquête



Cela fait plus de dix ans qu'il dit attendre ce moment pour rétablir la

vérité. Gérard Trémège, maire de Tarbes, est jugé pour favoritisme et prise illégale d'intérêts par le tribunal correctionnel de Pau. Neuf

La Quotidienne Société

locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

autres personnes sont également poursuivies dans cette affaire.

votre adresse e-mail s'inscrire France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. Notre politique de confidentialité

Après plus de dix ans de procédures, l'affaire des marchés publics truqués de la ville de

très technique. Gérard Trémège, le maire de Tarbes, est accusé de favoritisme lors de

Une enquête ouverte il y a plus de dix ans

Tarbes est enfin jugée. C'est un procès fleuve qui s'ouvre ce lundi 17 novembre 2025 devant

le tribunal correctionnel de Pau : cinq jours d'audience, dix prévenus parmi lesquels le maire

de Tarbes, un dossier de 58 tomes pour une affaire de délinquance financière qui s'annonce

l'attribution de marchés publics et de la vente de biens de la ville qui auraient profité à des

Gérard Trémège est soupçonné de prise illégale d'intérêts et d'atteinte à la liberté d'accès ou

à l'égalité des candidats lors de l'attribution de marchés publics. Des faits liés à la municipalité

de Tarbes, entre janvier 2009 et mars 2015. L'affaire débute en 2013 avec l'ouverture d'une

information judiciaire contre X. L'enquête concerne l'attribution de marchés publics et la

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société

cession de biens et terrains appartenant à la ville de Tarbes. Au cours de l'enquête, le maire de Tarbes et plusieurs de ses proches sont placés en garde à vue. Début avril 2015, Gérard Trémège est mis en examen, placé sous contrôle judiciaire et peut poursuivre ses activités d'élu. À lire aussi: Le maire UMP de Tarbes Gérard Trémège mis en examen et placé sous contrôle judiciaire

Les charges les plus lourdes abandonnées

toute volonté de système Trémège", explique son avocat Me Didier Seban.

À lire aussi : Plusieurs charges abandonnées contre le maire de Tarbes qui devra tout de même se <u>justifier de favoritisme devant la justice</u> Qui sont les neuf autres personnes appelées à comparaître lors de ce procès ? Il y a des

chefs de service de la mairie ou encore un architecte ayant pignon sur rue à Tarbes. L'ancien

directeur général des services à la mairie de Tarbes et un ingénieur au service urbanisme sont

ainsi poursuivis pour complicité de prise illégale d'intérêts et de favoritisme. Le responsable du

service d'architecture fait également partie des prévenus dans cette affaire. Le dirigeant d'une

entreprise de matériaux de construction ainsi qu'un architecte doivent également répondre de

Un procès en pleine campagne des municipales

Après dix ans d'enquête et d'instruction, "dix ans de diffamation", le maire de Tarbes apprend

qu'il sera jugé par le tribunal correctionnel de Pau. L'ordonnance de renvoi date du début

juillet 2023 et Gérard Trémège tient alors à souligner que les accusations les plus lourdes

pourra plus me traiter d'escroc et de voleur" déclarait alors le maire de Tarbes devant la

(corruption et détournement de fonds publics) à son encontre ont été abandonnées. "On ne

presse, tout en reconnaissant "des petits favoritismes commis dans la forme" qu'il est prêt à

reportée en raison d'un manque de personnel judiciaire. Le procès se tient finalement à partir de ce 17 novembre 2025, alors que la campagne électorale des municipales est déjà amorcée. Élu depuis 2001, membre des Républicains et aujourd'hui âgé de 81 ans, Gérard Trémège va passer la main. Et il a choisi d'adouber son ancien directeur de cabinet, Michel Garnier.

L'affaire devait dans un premier temps être jugée au mois de mars, mais l'audience avait été

le conseil municipal de Tarbes a abrogé, fin octobre 2025, la protection fonctionnelle aux élus et agents municipaux visés par la justice. Cette disposition avait permis la prise en charge des

Ce procès s'est d'ores et déjà invité dans la campagne pour les élections municipales de mars

2026 avec des mentions explicites publiées sur les réseaux sociaux. Dernier épisode en date :

Le délit de prise illégale d'intérêts par un élu est passible de cinq ans d'emprisonnement et

"Il a dégoupillé c'est dramatique", l'angoisse de ce couple dont le

Polémique

Tarbes

Occitanie

Hautes-Pyrénées

"Il faut se méfier": un ancien juge antiterroriste s'exprime à

propos de Salah Abdeslam et de la justice restaurative

A69 entre Castres et Toulouse : le projet d'autoroute une dernière

Justice Société Politique Autres sujets →

Occitanie

Le 17/11/2025

Voir toute l'actualité →

Mots clés de l'article

témoignage `

Le 17/11/2025

Narbonne : cachés dans des distributeurs de boissons, plus de 152

kilos d'herbe de cannabis découverts dans un fourgon polonais

Autoroute A69: renvoi du procès de cinq chefs d'entreprise mis en cause dans une campagne d'intimidation des opposants Le 17/11/2025

changer de région

choisir une région

Occitanie ၇ copier le lien

proches.

À l'époque, Gérard Trémège conteste formellement la prise illégale d'intérêt et le trafic d'influence. Il "reconnaît des erreurs possibles dans la passation de marchés publics, mais nie

assumer devant la justice.

"recel de bien provenant d'un crime ou d'un délit".

frais d'avocats de Gérard Trémège dans cette affaire pour un montant de plus de 150.000 euros.

d'une amende de 500.000 euros, selon le code pénal.

Cet article vous a intéressé ? Partagez-le

arphi copier le lien

fois devant la justice le 11 décembre

Sur le même sujet

fils schizophrène est incarcéré sans traitement en Serbie

Le profil d'un "chasseur" : procès pour viols, comment une enquête pour agression sexuelle sur mineur permet d'identifier dix victimes

Ce n'est pas votre région ? (

votre adresse e-mail France Télévisions utilise votre adresse e-mail pour vous envoyer la newsletter régionale. Vous pouvez vous en

voir nos archives

Recevez tous les jours les principales informations de votre région

s'inscrire

s'inscrire

désinscrire à tout moment via le lien en bas de ces newsletters. Notre politique de confidentialité

Tous les jours, recevez l'actualité régionale par newsletter :

direct tv

le live

direct radio

Retrouvez aussi

La météo

Les jeux

Politique de confidentialité

CGU et mentions légales

Index

Qui sommes-nous ?

Nous contacter

Accessibilité (partiellement conforme)

Charte déontologique

Assistant vocal

Devenir annonceur

Recrutement

Recevez tous les jours les principales informations de votre région